L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 12 AOUT 1861.

G. P. WEISSE P. LINET. — E. DUPOUR E. HARDY — Nouveaux-Propriétaires

Nouvelle-Orléans,
LUNDI MATIN, 12 AOUT.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Vente à l'encan de ce jour.

Par Francis Fernandez—Meubles de choix, au No 91, rue Bourbon, entre St Maine et St-Philippe.

Par Placide J. Spear, à 6 heures P. M. sur les lieux, rue Turpin'chez, entre Apollon et Nayades,—Un assortiment de meubles.

La cause du Sud en France.

La cause du Sud en France avait déjà trouvé dans la presse parisienne des défenseurs érudits et impartiaux qui avaient rétabli la question politique de la séparation sous son véritable point de vue. L'importance de la question commerciale avait été aussi présentée, mais elle n'avait pas encore été exposée dans toute son étendue. Un mémoire de vingt six pages que vient d'adresser au ministre du commerce M. T. Butler King, commissaire des Etats Confédérés à Paris, vient de combler la lacune, en mettant en lumière les ressources comparées du Nord et du Sud, les causes de la richesse acquise par le Nord, et les avantages immenses que l'Europe peut retirer de la rupture entre les deux sections.

Laissant de côté toute la partie du mémoire relative à la politique, nous croyons devoir reproduire l'analyse de la partie économique et commerciale afin de rassurer beaucoup de nos lecteurs, qui ne sont pas encore suffisamment convaincus du magnifique avenir commercial qu'assurera au Sud la reconnaissance de son indépendance. Nous sommes redevables pour cette analyse à notre confrère du *Courrier des Etats-Unis* :

M. King explique que l'Europe s'est longtemps habituée à considérer New-York comme le grand et indispensable marché des Etats-Unis. Rien n'est plus faux.

"Aujourd'hui, dans l'intérêt du Sud et dans celui des grandes nations commerciales et manufacturières d'Europe, il faut nettement désigner les causes qui ont produit à New York cette accumulation de richesses, et établir clairement l'origine de la merveilleuse prospérité des Etats du Nord. Ces causes, bien expliquées, prouveront aux nations européennes combien il leur serait facile de prendre vis à vis des Etats agricoles du Sud, la position de banquière et de commerciale qu'avait accaparée le Nord jusqu'à présent.

"Un soleil ingrat, un climat défavorable, bornant les productions agricoles aux nécessités de la consommation locale, ont poussé le Nord à chercher fortune dans le commerce et l'industrie. Il a donc voulu tout d'abord demander la protection au gouvernement. Les navires étrangers ont été complétement exclus du commerce de cabotage et soumis à d'énormes droits de tonnage. Le développement de la marine des Etats du Nord demandait toujours de nouveaux marins, et l'on donnait de beaux salaires à ceux qui s'engageaient pour la pêche et un encouragement et de la morue, sous prétexte qu'il était nécessaire de créer une réserve pour la défense des côtes."

Le mémoire entre ici dans de longs détails sur la prospérité croissante des manufactures de la Nouvelle-Angleterre, sous l'influence des différents tarifs protecteurs votés par le Congrès, et dont le tarif Morrill est la dernière expression.—Pour arriver à leur but, les protectionnistes ont recherché l'alliance de tous les partis du pays. Pour avoir le gouvernement entre leurs mains, ils ont offert des fermes aux émigrants allemands et irlandais. Les choses ont ainsi marché jusqu'à ce que l'élection de M. Lincoln ait démontré au Sud l'existence d'un dessein bien arrêté dans le Nord de lui faire une guerre d'opinion, bientôt suivie de lois oppressives qu'on ferait exécuter au besoin par la force. "Dans de pareilles conjonctures, voyant l'inutilité de prolonger la lutte, les Etats du Sud se sont retirés de l'Union.

Les données officielles sont évoquées pour établir les contributions payées par le Sud à l'industrie du Nord. Ainsi les manufactures de coton, sous le système protectionniste, ont gagné 300 pour cent en 30 ans (de 1820 à 1850.) Dans cette dernière année, les produits manufacturés du Massachusetts représentaient une valeur de $150,107,145 : en 1855 ils arrivaient à représenter $285,829,682, soit près de 200 pour cent d'augmentation en cinq ans. Dans la même période de temps, les produits de l'Etat de New York s'accroissaient de plus de 300 pour cent.

Les statistiques de 1850 démontraient que New York et le Massachusetts représentaient plus de la moitié des produits manufacturés du Nord. Si la même proportion existe encore, les objets manufacturés dans le Nord doivent se monter aujourd'hui à une valeur de $1,230,000,000, dont près de $300,000,000 sont exportés au Sud. Ce prodigieux développement de l'industrie du Nord date de la paix de 1815, depuis laquelle les tarifs protectionnistes lui ont livré exclusivement les marchés du Sud.

A l'exception d'une petite quantité de laine, les Etats de la Nouvelle-Angleterre ne produisent aucune des matières premières nécessaires à leur industrie. Ils n'ont ni charbon, ni fer, ni grain. La terre n'y fournit pas assez pour la consommation locale. Un publiciste compétent de Boston a établi qu'en 1858 le tiers des farines et les cinq septièmes des blés reçus dans ce port venaient du Sud. Le Sud n'en vous pas seulement au Nord du coton, du tabac et du sucre, il lui expédie encore d'énormes approvisionnements de maïs, de riz, de pommes de terre, de farine, de graine et de bétail. La statistique prouve que le Sud a 4,414,593 têtes de bétail de plus que le Nord.

Ce n'est pas tout. La concentration du commerce à New York et l'immense industrie manufacturière du Nord obligeant les gens du Sud à visiter chaque année ces grands comptoirs industriels et commerciaux. Durant l'été encore, les planteurs et leurs familles font des voyages d'agrément dans le Nord. Des statistiques dignes de foi fixent à 100,000 le nombre de ces voyageurs, dont la dépense moyenne est évaluée à $500 par chacun.

Selon M. King, le commerce annuel entre le Nord et le Sud excède $160,000,000 ainsi répartis :

Venant du Sud :

Matières premières	$262,262,324
Produits divers	150,000,000
Dépenses des voyageurs	50,000,000
Total	$462,262,324

Commerce du Nord avec le Sud :

Produits manufacturés du pays	$262,262,324
Produits manufacturés importés	136,000,000
Intérêts, courtages et commission payés par le Sud	33,000,000
Total	$462,262,324

Ces chiffres sont une preuve irréfragable de l'immense mouvement d'affaires entre le Nord et le Sud. En bien, un examen attentif et impartial prouve que le Nord doit sa prospérité industrielle et commerciale à l'agriculture du Sud. Ainsi, en 1859, les Etats-Unis ont exporté pour une valeur de $278,392,660, dans lesquels le coton, le tabac et le riz figuraient pour $255,716,000.

Or, la sécession des Etats du Sud a détruit d'un seul coup les relations commerciales et financières des deux sections. Les manufacturiers du Nord, pour être admis sur les marchés du Sud, seront obligés de payer les mêmes droits que les importateurs européens. D'autre part, le marinier du Nord n'étant plus protégé par des droits élevés de tonnage, ne pourra plus monopoliser le cabotage du Sud.

Le commerce entre l'Europe et le Sud, obligé jusqu'ici de passer par New York, se fera directement. Il s'agg mentera d'une grande quantité de produits d'échange, acquerra, jusqu'ici par le Nord, grâce à son système protectionniste.

Si les Etats du Nord ont manifesté tant d'ardeur et d'enthousiasme quand M. Lincoln a proposé des mesures de guerre, c'est qu'ils en escomptaient remboursé dans leurs plus chers intérêts matériels.

Suivent quelques pages consacrées à l'examen de la question de coton; dont la production, d'après M. King, ira toujours s'augmentant. Il ajoute que les planteurs voient sans déplaisir les efforts tentés pour introduire et développer la culture du coton en Asie, en Afrique, en Australie et dans l'Amérique du Sud. "Si les essais de l'association cotonnière de Manchester sont couronnés de succès, il en résultera simplement que les pays producteurs consommeront une quantité de marchandises manufacturées égale à la valeur du coton récolté et exporté.

Après d'autres détails relatifs aux productions du Sud, l'auteur fait les aveux suivants à l'Europe :

"Cet immense mouvement commercial qui grâce au système prohibitif et aux opérations fraudes du gouvernement fédéral, a été jusqu'ici monopolisé par le Nord, on l'offre aujourd'hui aux pays consommateurs et manufacturiers de l'Europe. Aussi, quelle que soit notre offre, on portera-t-elle aux ennemis de M. Lincoln l'indication des vastes relations de commerce à l'..... Il est de notre intérêt de faire pour prouver que la confédération du Sud ne peut résister à la puissance et aux ressources du Nord. Or, le recensement de 1860 établit que cette confédération en y comprenant le Kentucky, mais en laissant de côté le Missouri, le Delaware et le Maryland, contient 1,250,000 hommes sous les armes, et est capable de porter les armées. On n'oublie pas qu'il envoya aussi pourvoir complétement aux besoins de son armée. Le Sud est capable de maintenir son indépendance pendant toutes les années que le Nord peut envoyer contre lui."

M. King termine sa lettre en demandant au ministre de la soumettre à Pempereur. Nous ne savons s'il aura été fait droit à sa requête, mais il est à croire que, par la modération de son langage, les données qu'elle renferme et les vues qu'elle exprime, elle aura dû faire impression sur ceux qui l'auront lue.

Par le Télégraphe.

DEPECHES TRANSMISES A L'ABEILLE

DEPECHES DE SAMEDI.

Le prince Napoléon à Manassas.

Il est reçu par Beauregard et Johnston.

New York, 6 août. — Le correspondant de Washington du journal le *Times* annonce que le prince Napoléon est revenu hier soir avec sa suite de Manassas. Il a été reçu par les généraux Beauregard et Johnston, qui l'ont invité à se rendre à Richmond et à y visiter le président Davis.

Les fortifications à Manassas sont formidables et les canons qu'on nous a pris, particulièrement la batterie Sherman, forment une ligne imposante de défenses.

Capture d'un membre du congrès confédéré.

Il est maintenant certain que le nommé Smith qui a été capturé à New York, est membre du congrès confédéré. Il sera gardé comme otage pour répondre d'Ellsy.

Engagement naval.

Le correspondant de Washington du journal le *World* annonce qu'un navire chargé de glace et portant six canons, a eu un engagement avec le *George Page* à l'embouchure d'Aquia Creek. *Le Page* a remonté le *creek*.

Le *Freeborn* rapporte que mercredi soir, cinq bateaux chargés d'hommes armés ont traversé de Washington à White House Point, où les Confédérés élèvent des batteries.

Le *New York Tribune* et le *Herald*.

Des dépêches spéciales de Washington, adressées à la *Tribune* de New York, annoncent que des troupes d'ouvriers travaillent à établir des lignes télégraphiques du quartier général à tous les camps.

Le correspondant du *Herald* annonce tenir de bonne source que les Confédérés concentrent de forte colonne considérable de troupes, depuis Point of Rocks jusqu'à Alexandrie, à tous les gués du Potomac. Il est difficile de dire si ces mouvements préliminaires sont faits en vue d'une attaque sur Washington, ou pour se garder contre une nouvelle agression des forces fédérales. L'opinion d'officiers compétents est qu'ils sont faits dans un but de défense.

Le général McClellan se prépare également à attaquer ou à se défendre. Ses arrangements sont pris en vue de repousser une attaque sur Washington ou de la ligne, ou de faire avancer simultanément toutes ses colonnes sur un point donné.

Louisville, 10 août — Les dépêches qui auraient dû arriver hier soir et dont l'interruption des lignes télégraphiques a empêché la transmission, n'ont pas encore été reçues.

Richmond, 9 août—Les journaux de ce matin annoncent semi-officiellement que l'amiral Dupont a fait une reconnaissance en force dans le port de Charleston en dépit du blocus de Lincoln.

Le conseil anglais ici dit n'avoir rien reçu d'officiel à ce sujet.

Nouvième régiment de la Louisiane.

Richmond, 9 août— Owen Sanders, S. C. Barns, John T. Les et J. K. Butterworth, du 9e régiment de la Louisiane, ainsi que Kieling Bradford, de l'Alabama, sont morts récemment à Warrenton (Virginie.)

New York, 10 août.—Le *Times* annonce que le refus des démocrates de se coaliser avec les républicains surprend beaucoup et entrave le programme concerté à Washington.

Les courtiers achètent les bons du Trésor à deux ans, avec six pour cent d'intérêt, au pair de 95 à 96 1/2.

Fortaresse Monroe, 9 août. — La ville de Hampton qui avait été évacuée par nos troupes il y a quelques temps, n'a pas encore été occupée par les Confédérés.

Le général Butler accueille et protége les citoyens fugitifs.

Newport News n'a pas encore été abandonné par les fédéraux.

John Williams, de Norfolk, a été capturé et sera envoyé au fort Lafayette

Leavenworth; 9 août—La plus grande excitation règne dans le Kansas méridional où les Indiens commettent des déprédations. Le Nord arrivé un messager demandant des secours fédéraux.

Washington, 10 août—Le colonel Stone commande à Point of Rocks, et le colonel Hamilton, du 9e régiment, commande les colonnes à Sconset.

Les journaux qui méconnaissent les ordres de McClellan seront recherchés pour être punis. McClellan est résolu à faire respecter ses instructions relatives à la presse.

Le gouvernement a lancé des ordres péremptoires pour empêcher la transmission de dépêches ayant trait aux mouvements de l'armée.

On nomme que l'ex-ministre Faulkner est brigadier général dans l'armée confédérée.

Louisville, 10 août—On dit ici qu'on a reçu vendredi, à Lexington, 7,000 fusils envoyés par les fédéraux.

Arrestation d'un traître Tennesséen.

Richmond, 10 août—T. A. R. Nelson, représentant du parti fédéral du Tennessee, a été conduit ici, aujourd'hui, comme prisonnier.

LA GRANDE BATAILLE DANS LE MISSOURI.

Nous avons reçu un extra du *Morning Herald* de St-Louis daté du 6 août à 1 heure après-midi. Cet extra donne d'après un M. A. H. Evans les détails de la grande victoire remportée le samedi 3 août à quelques milles de Springfield par les Missouriens sur les généraux fédéraux Lyon et Siegel. Les troupes d'Etat étaient au nombre d'environ 15,000 et avaient vingt pièces d'artillerie ; les fédéraux comptaient 7,000 hommes et vingt-sept pièces de grosse artillerie. Les fédéraux ont été cernés sur les deux ailes et après un combat acharné ont été obligés de se rendre.

Le *Herald* annonce que le juge McBride avec 200 Missouriens se préparait à attaquer Rolla qui était occupé par le régiment de l'Illinois du colonel Wiaans. Nous avons été si souvent trompés par les nouvelles du Missouri que nous les donnons sous toutes réserves.

DESTRUCTION DE HAMPTON.—Une dépêche spéciale adressée de Richmond au *Delta* annonce que le village de Hampton situé près de la forteresse Monroe a été brûlé mercredi par ordre du général confédéré McGruder. Le général Butler a eu la bataille aux Fédéraux pendant plusieurs jours devant Newport News, mais l'ennemi n'a pas voulu sortir de ses retranchements.

AUTRE DÉFAITE DU GÉNÉRAL SCOTT. — Le raison de Manassas a de nouveau donné signe de vie en publiant un ordre du jour flamboyant pour signaler un outrage contre une des bandes de rebelles au Mount Vernon où sont déposés les restes de Washington. Le lendemain du jour où cet ordre a paru, le *National Intelligencer* publiait une lettre d'un des administrateurs de l'Association de Mount Vernon, déclarant que, depuis l'occupation d'Alexandrie par les Fédéraux, pas un seul soldat du Sud n'avait visité la tombeau, et que les auteurs de l'outrage signalé étaient les soldats d'une compagnie de New York accompagnée de leurs officiers et d'un colonel. C'est donc à eux qu'il faut appliquer les expressions employées par Scott dans son ordre du jour :

"Ceux qui, tyran fouié aux pieds la Constitution des Etats-Unis—l'arche de notre liberté et de notre prospérité—sont préparés à fouler les cendres de celui à qui nous sommes redevables de ces immenses bienfaits."

LE MONITEUR FRANÇAIS. — Le *Moniteur* a publié dans les premiers jours de juillet le tarif des Etats Confédérés. Portez à la connaissance du commerce français ce document, c'est donner aux importateurs que le moment où ils vont faire leur application n'est pas très éloigné.

Le Moniteur a répondu à la demande de M. Limairac, mais en supprimant la phrase dans laquelle le président dit que les droits des Etats-Unis sont partout respectés. Cette suppression a fait un lieu à quantité de commentaires dans les cercles politiques à Washington.

LOUISIANAIS BLESSÉS—Voici, d'après l'Examiner de Richmond, les noms de tous les Louisianais blessés qui sont à l'hôpital général de Chadelsonville, en Virginie—

James F. Burns, colonel suppose à Manassas ; J. H. Hutchinson, bataillon de Wheat, légèrement blessé au visage ; James Hammond, 7me régiment, Cie F, blessé au visage ; J. T. Jennings, 7e régiment, légèrement blessé à la cuisse ; Richard Murphy, 7e régiment, Cie F., très grièvement blessé à la figure ; John McCarty, 7me régiment, Cie F, grièvement blessé au visage ; Wm Hixon, Bataillon de Wheat, légèrement blessé à la cuisse ; le caporal Daniel Ross, Bataillon de Wheat, Cie E légèrement blessé en genou ; W. W. Thompson, 7e régiment, Cie H, légèrement blessé ; John Walker, Bataillon de Wheat, Cie B, blessé à la cuisse, pas très grièvement.

LA LIBERTÉ PERSONNELLE A NEW-YORK.—Le vaux Hôtels, du dimanche dégoutté à New York, dit le *Courrier des Etats-Unis*, a définitivement constaté la privilégié d'habeas corpus dans la personne de M. le juge Bosa. Le commandant de la forteresse Lafayette ayant formellement refusé de produire la personne du prisonnier Mc Quillan qu'il détient, M. Bosa a refusé de lancer un mandat d'amener contre le gouverneur ou contre les officiers subalternes, en se fondant sur ce que les circonstances actuelles exigeaient des mesures exceptionnelles. — Cela peut être. Mais alors, ces mesures doivent être officiellement décrétées, et non pas laissées au caprice de tel ou tel officier. Si le régime sous lequel la population de New-York a consenti à vivre doit être arbitraire, elle n'en considère pas moins le droit de la servir à l'avenir. On ne doit pas frapper sans prévenir.

LE GÉNÉRAL KIRBY SMITH.—Nous sommes heureux d'annoncer que la terrible blessure reçue par ce général dans l'attaque désirée qui a déterminé la déroute de l'ennemi à Manassas, est en voie de guérison. On considère son rétablissement comme certain.

REMERCIEMENTS MÉRITÉS.—Le Congrès des Etats Confédérés a, dans sa séance du 7 courant, voté les résolutions suivantes qui contiennent des remerciements justement mérités à l'adresse des généraux Johnston et Beauregard et de leurs troupes.

Résolu par le Congrès des Etats Confédérés d'Amérique, que les remerciements du Congrès sont justement dus et sont cordialement offerts au général JOSEPH E. JOHNSTON et au général GUSTAVE TOUTANT BEAUREGARD et aux officiers et soldats placés sous leurs ordres, pour la grande et signalée victoire remportée par eux sur les forces des Etats-Unis, qui fut le déploiement de beaucoup en nombre, dans la bataille du 21 juillet, à Manassas, et pour la bravoure, le courage, et la patience dont ils ont fait preuve dans une lutte continue et prolongée pendant plus de quatre heures, dont les résultats glorieux ont réalisé par de nouveaux succès militaires, et qui, dans l'opinion du Congrès, donne droit à tous ceux qui y ont contribué à la reconnaissance de leur pays.

Résolu de plus, que la résolution qui précède soit portée dans les ordres généraux des généraux commandants, à la connaissance des officiers et des soldats auxquels elle est adressée.

RÉACTION CHEZ LES ALLEMANDS DU NORD.

Nous avons déjà signalé l'apparition, à New York, du journal allemand *Le Peix*, dont le titre indique suffisamment le but. Une autre feuille répandue dans tous les Etats-Unis et qui jouit d'une influence considérable parmi la population allemande, le *Staats Zeitung* dévoilait le gouvernement de Lincoln incapable de faire sortir le pays de la crise actuelle et proposa une convention nationale. Voici la fin de son article :

"Et même, après avoir laissé passer cette occasion quand le Président, au lieu de bander les blessures et d'apaiser les rages maginemment de la rébellion, est tout fait, avec la connivence et l'esprit entêté des partisans fanatiques, pour attirer le danger dans sa terrible grandeur; quand, par suite de cette conduite inpardonnable, la guerre fut devenue inévitable, à ce moment encore, Abraham Lincoln avait une occasion nouvelle, au lieu d'être le destructeur du bonheur de son pays et le bourreau de son peuple,—de devenir le sauveur et le bienfaiteur de la nation.

"Avec un noble désintéressement, le peuple oublié le passé et lui offrit toutes ses forces, son bien et sa vie, pour défendre et reconstituer l'Union.

"Il n'avait qu'à partager l'enthousiasme de la nation en faveur de l'Union, pour arriver à la paix. Il n'avait qu'à abdiquer et à laisser faire. Il aurait clairement, et d'où il serait pu voir la route que sa responsabilité et les devoirs de sa position l'obligeaient à prendre. Mais au lieu de cela il demeura le valet du parti républicain; les sacrifices du peuple ne furent pour lui et son parti qu'une occasion favorable de satisfaire ses rancunes et son avarice; le rêveil magnifique du peuple fut employé au bénéfice seul des intrigues et de la clique du parti. Il serait inutile de rechercher si Lincoln a été aveuglé par la folie qu'a faite notre peuple en choisissant un parti dont on a pu voir les vues et les plans pour diriger nos intérêts les plus élevés et la destinée de la nation, par leur manque de prévoyance. Il n'y a pour cela pas de remède qui ne soit plus dangereux que le mal lui-même; la seule possibilité d'y remédier dans une certaine mesure et d'empêcher que la chute de l'Etat ne soit plus profonde, était dans l'appel d'une convention nationale. Le peuple aura ainsi l'occasion d'exprimer légalement et authentiquement son opinion sur nos affaires publiques et sur la politique suivie jusqu'ici. De son côté, l'administration sera forcée de prêter l'oreille aux conseils de la convention et de modifier en conséquence.

"Si *Lincoln* refuse une convention nationale doit être le mot d'ordre de l'opposition, à toutes les élections qui auront lieu dans le courant de l'année, cet appel doit former la partie principale du programme. Si toutes les élections sont libres, et si le parti républicain, qui refuse d'y répondre, reçoit un échec, le Congrès, en se réunissant au mois de décembre, se verra forcé d'en appeler à une convention nationale."

Plan de Pacification.

En réponse à un correspondant, qui lui demande quelle solution il serait possible de prévoir à la crise actuelle, le *Journal of Commerce* publie les propositions suivantes :

1—Conclusion d'un armistice de trois mois entre les deux parts belligérants.

2—Les députés des Etats du Sud convoire, par le moyen d'envoyés, convoqueront une convention de délégués de chacun des 34 Etats composant ou ayant composé l'Union américaine,—cette convention devant se réunir à Louisville (Kentucky), à telle date qui sera résolue. Il est sous-entendu que l'élection et l'envoi de ces délégués ne touchera en rien aux prétentions de l'un ou l'autre parti, dans la suite de la convention n'aboutissant pas à un arrangement pacifique.

3—L'œuvre de la convention devra être, à faire au plus tard, le dixième quelque jour de réunion sous une constitution, modifiée, acceptable pour tous et chacun des 34 Etats, avec alliance offensive et défensive contre l'étranger, libertés et commerce intérieur absolument libres, et droit de douane sur les importations étrangères, direction commune des postes, &c.

4—Si une reconstruction de l'Union se trouve impossible, qu'on s'arrange pour une séparation pacifique, avec le partage proportionnel de la propriété commune, des traités réciproques d'amitié, de commerce, de postes, &c.

5—Si une de ces propositions, nous regardons comme concédé que les Etats indivisibles, comme tels, devront avoir plus de droits et d'immunités qu'ils n'en ont sous la constitution actuelle. Ils devront se tenir toujours indépendants l'un de l'autre pour toutes les institutions et intérêts locaux, et spécialement pour la question de l'esclavage. Aux points où ils ma. chent contre une ennemie actuelle ou future, ils devra y avoir allégement, afin qu'elle puisse à l'avenir fonctionner plus aisément.

6—Que les députés, pendant le même réunion en ayant deux semaines dans chacune des deux Chambres du Congrès ; l'une qui serait appelée la section du Nord et l'autre celle du Sud, et soumettra le pouvoir des Chambres d'approuver. Si cet adopté séparément par la majorité de chaque section, dans les deux Chambres. Ce système retarderait la législation dans quelque cas; mais il donnerait au Sud (qui est sa minorité actuelle à la vie du Nord), une garantie que ses intérêts particuliers ne seront pas sacrifiés aux préjugés sectionnels ou au fanatisme. Peut-être serait-il expédient de faire une section Nord et une section Sud dans l'une des Chambres seulement, en laissant l'autre organisée comme elle est maintenant.

Ce qui paraît le plus qui pourra être adopté par la convention—reconstitution ou séparation, —il ne liera les Etats qu'après avoir été ratifié par les trois quarts des vingt-trois Etats Unis.

Cette lettre a été bientôt suivie d'un article publié une lettre d'un des administrateurs de l'Association de Mount Vernon, déclarant que, depuis l'occupation d'Alexandrie par les Fédéraux, pas un seul soldat du Sud n'avait visité la tombeau, et que les auteurs de l'outrage signalé étaient les soldats d'une compagnie de New York accompagnée de leurs officiers et d'un colonel. C'est donc à eux qu'il faut appliquer les expressions employées par Scott dans son ordre du jour :

"Ceux qui, tyran fouié aux pieds la Constitution des Etats-Unis—l'arche de notre liberté et de notre prospérité—sont préparés à fouler les cendres de celui à qui nous sommes redevables de ces immenses bienfaits."

LE MONITEUR FRANÇAIS. — Le *Moniteur* a publié dans les premiers jours de juillet le tarif des Etats Confédérés. Portez à la connaissance du commerce français ce document, c'est donner aux importateurs que le moment où ils vont faire leur application n'est pas très éloigné.

Le Moniteur a répondu à la demande de M. Limairac, mais en supprimant la phrase dans laquelle le président dit que les droits des Etats-Unis sont partout respectés. Cette suppression a fait un lieu à quantité de commentaires dans les cercles politiques à Washington.

LOUISIANAIS BLESSÉS—Voici, d'après l'Examiner de Richmond, les noms de tous les Louisianais blessés qui sont à l'hôpital général de Chadelsonville, en Virginie—

James F. Burns, colonel suppose à Manassas ; J. H. Hutchinson, bataillon de Wheat, légèrement blessé au visage ; James Hammond, 7me régiment, Cie F, blessé au visage ; J. T. Jennings, 7e régiment, légèrement blessé à la cuisse ; Richard Murphy, 7e régiment, Cie F., très grièvement blessé à la figure ; John McCarty, 7me régiment, Cie F, grièvement blessé au visage ; Wm Hixon, Bataillon de Wheat, légèrement blessé à la cuisse ; le caporal Daniel Ross, Bataillon de Wheat, Cie E légèrement blessé en genou ; W. W. Thompson, 7e régiment, Cie H, légèrement blessé ; John Walker, Bataillon de Wheat, Cie B, blessé à la cuisse, pas très grièvement.

LA LIBERTÉ PERSONNELLE A NEW-YORK.—Le vaux Hôtels, du dimanche dégoutté à New York, dit le *Courrier des Etats-Unis*, a définitivement constaté la privilégié d'habeas corpus dans la personne de M. le juge Bosa. Le commandant de la forteresse Lafayette ayant formellement refusé de produire la personne du prisonnier Mc Quillan qu'il détient, M. Bosa a refusé de lancer un mandat d'amener contre le gouverneur ou contre les officiers subalternes, en se fondant sur ce que les circonstances actuelles exigeaient des mesures exceptionnelles. — Cela peut être. Mais alors, ces mesures doivent être officiellement décrétées, et non pas laissées au caprice de tel ou tel officier. Si le régime sous lequel la population de New-York a consenti à vivre doit être arbitraire, elle n'en considère pas moins le droit de le servir à l'avenir. On ne doit pas frapper sans prévenir.

ANTILLES ET GUYANE.

Le courrier des Indes Occidentales arrivé hier à New York, apporte des nouvelles des Antilles qui vont jusqu'au 27 juin :

La Martinique avait appris avec une grande satisfaction, que les 4 millions votés au ministère de la marine pour les colonies sur les 40 millions votés cette année pour de grands travaux d'utilité générale, seraient absorbés en grande partie par le service colonial pour les travaux déjà faits. Elle espère qu'une partie de cette somme sera affectée à l'achèvement du bassin de radoub de Fort-de-France, devenu si nécessaire aujourd'hui par la concession de la ligne des Antilles à la Compagnie maritime.

Les maladies continuent dans la campagne ; la malvaillance s'est acharnée depuis peu à la nouvelle Larivière. Les cases de deux nègres ont été incendiées, sans cause à bagasses livrées aux flammes. L'auteur présumé de ces incendies a été fort heureusement arrêté dans une pièce de canne, où il s'était réfugié. Pour venir en aide aux habitants victimes de ces fléaux, le gouvernement local vendait de order une *caisse de secours contre l'incendie pour malveillance* au moyen de l'établissement d'un impôt supplémentaire de 5 cents additionnelle et spéciale sur la cote personnelle des impositions. Cette institution avait été accueillie avec faveur.

Le système de la ferme adopté à la Martinique pour l'impôt des spiritueux est généralement approuvé par les colons qui voient avec satisfaction que cette nouvelle taxe n'atteindra que les consommateurs, c'est-à-dire ceux qui font usage des liqueurs fortes. Le seul point de différence des fermes a déjà été adjugée à des prix qui, par leur élévation, ont dépassé les prévisions de l'administration.

On attendait à la Martinique l'arrivée du prince et de la princesse Napoléon.

Le frégate *la Sybille* était arrivée le 7 juin à Fort-de-France, et devait quitter le lendemain. Elle rencontrera en mer un canot monté par 9 forçats évadés qui ont été transférés au fort Desaix jusqu'à ce qu'il se présente une occasion favorable pour les rapatrier dans leur bagne. La frégate ayant déjà à bord la Guadeloupe la 21me compagnie du 9e régiment d'infanterie de marine, était repartie le 17 pour la France, ramenant la femme et les enfants du colonel Quilhe qu'il avait laissés à la Martinique ; le transport *Cérès*, venant avec de Cayenne, a fait route en même temps pour la même destination.

A la Guadeloupe comme à la Martinique, on avait encore en sus quinzaine de pluie, ce qui retardait beaucoup la récolte, les routes étaient défoncées, les animaux exténués, et le transport des cannes à moulin de plus en plus difficile. Le taux d'approximation de la denrée en 31 jugé contenir une différence d'environ trois mille barriques de sucre en moins sur l'exportation de l'année dernière, à pareille époque.

Le gouvernement local s'occupait activement de l'organisation du nouveau service relatif à l'impôt des spiritueux dont l'exercice devait commencer le 1er juillet. Ce service comprenait dès un bureau d'inspection centrale et dix directions de commune. Un arrêté venait de déterminer les conditions de fabrication, de circulation et de vente des rhums et tafias. Le cantonnement des distillateurs et des marchands en gros avait été fixé à 1500 fr.

Le décret du cierge de la Guadeloupe, M. l'abbé Nicolai, a succombé le 14 juin à la Basse-Terre.

La prime de rengagement pour les immigrants indiens dont les contrats expiraient en 1861 a été fixée à 194 fr., en sus d'une somme de 50 fr. à titre d'encouragement payable par la Caisse d'immigration.

Les avis de la Guyanne française sont du 15 juin. Un arrêté du 24 mai avait réorganisé le service des ponts-et-chaussées. Pour se conformer aux ordres du ministre de la marine et des colonies, et pour assurer l'exécution des travaux votés cette année pour de grands travaux d'utilité générale, seraient absorbés en grande partie par le service colonial pour les travaux déjà faits. Elle espère qu'une partie de cette somme sera affectée à l'achèvement du bassin de radoub de Fort-de-France, devenu si nécessaire aujourd'hui par la concession de la ligne des Antilles à la Compagnie maritime.

Les maladies continuent dans la campagne ; la malvaillance s'est acharnée depuis peu à la nouvelle Larivière. Les cases de deux nègres ont été incendiées, sans cause à bagasses livrées aux flammes. L'auteur présumé de ces incendies a été fort heureusement arrêté dans une pièce de canne, où il s'était réfugié. Pour venir en aide aux habitants victimes de ces fléaux, le gouvernement local vendait de ordre une *caisse de secours contre l'incendie pour malveillance* au moyen de l'établissement d'un impôt supplémentaire de 5 cents additionnelle et spéciale sur la cote personnelle des impositions. Cette institution avait été accueillie avec faveur.

Le système de la ferme adopté à la Martinique pour l'impôt des spiritueux est généralement approuvé par les colons qui voient avec satisfaction que cette nouvelle taxe n'atteindra que les consommateurs, c'est-à-dire ceux qui font usage des liqueurs fortes. Le seul point de différence des fermes a déjà été adjugée à des prix qui, par leur élévation, ont dépassé les prévisions de l'administration.

On attendait à la Martinique l'arrivée du prince et de la princesse Napoléon.

Le frégate *la Sybille* était arrivée le 7 juin à Fort-de-France, et devait quitter le lendemain. Elle rencontrera en mer un canot monté par 9 forçats évadés qui ont été transférés au fort Desaix jusqu'à ce qu'il se présente une occasion favorable pour les rapatrier dans leur bagne. La frégate ayant déjà à bord la Guadeloupe la 21me compagnie du 9e régiment d'infanterie de marine, était repartie le 17 pour la France, ramenant la femme et les enfants du colonel Quilhe qu'il avait laissés à la Martinique ; le transport *Cérès*, venant avec de Cayenne, a fait route en même temps pour la même destination.

A la Guadeloupe comme à la Martinique, on avait encore en sus quinzaine de pluie, ce qui retardait beaucoup la récolte, les routes étaient défoncées, les animaux exténués, et le transport des cannes à moulin de plus en plus difficile. Le taux d'approximation de la denrée en 31 jugé contenir une différence d'environ trois mille barriques de sucre en moins sur l'exportation de l'année dernière, à pareille époque.

Le gouvernement local s'occupait activement de l'organisation du nouveau service relatif à l'impôt des spiritueux dont l'exercice devait commencer le 1er juillet. Ce service comprenait dès un bureau d'inspection centrale et dix directions de commune. Un arrêté venait de déterminer les conditions de fabrication, de circulation et de vente des rhums et tafias. Le cantonnement des distillateurs et des marchands en gros avait été fixé à 1500 fr.

Le décret du cierge de la Guadeloupe, M. l'abbé Nicolai, a succombé le 14 juin à la Basse-Terre.

La prime de rengagement pour les immigrants indiens dont les contrats expiraient en 1861 a été fixée à 194 fr., en sus d'une somme de 50 fr. à titre d'encouragement payable par la Caisse d'immigration.

Les avis de la Guyanne française sont du 15 juin. Un arrêté du 24 mai avait réorganisé le service des ponts-et-chaussées. Pour se conformer aux ordres du ministre de la marine et des colonies, et pour assurer l'exécution des travaux votés cette année pour de grands travaux d'utilité générale, seraient absorbés en grande partie par le service colonial pour les travaux déjà faits. Elle espère qu'une partie de cette somme sera affectée à l'achèvement du bassin de radoub de Fort-de-France, devenu si nécessaire aujourd'hui par la concession de la ligne des Antilles à la Compagnie maritime.

Les maladies continuent dans la campagne ; la malvaillance s'est acharnée depuis peu à la nouvelle Larivière. Les cases de deux nègres ont été incendiées, sans cause à bagasses livrées aux flammes. L'auteur présumé de ces incendies a été fort heureusement arrêté dans une pièce de canne, où il s'était réfugié. Pour venir en aide aux habitants victimes de ces fléaux, le gouvernement local vendait de ordre une *caisse de secours contre l'incendie pour malveillance* au moyen de l'établissement d'un impôt supplémentaire de 5 cents additionnelle et spéciale sur la cote personnelle des impositions. Cette institution avait été accueillie avec faveur.

Le système de la ferme adopté à la Martinique pour l'impôt des spiritueux est généralement approuvé par les colons qui voient avec satisfaction que cette nouvelle taxe n'atteindra que les consommateurs, c'est-à-dire ceux qui font usage des liqueurs fortes. Le seul point de différence des fermes a déjà été adjugée à des prix qui, par leur élévation, ont dépassé les prévisions de l'administration.

On attendait à la Martinique l'arrivée du prince et de la princesse Napoléon.

Le frégate *la Sybille* était arrivée le 7 juin à Fort-de-France, et devait quitter le lendemain. Elle rencontrera en mer un canot monté par 9 forçats évadés qui ont été transférés au fort Desaix jusqu'à ce qu'il se présente une occasion favorable pour les rapatrier dans leur bagne. La frégate ayant déjà à bord la Guadeloupe la 21me compagnie du 9e régiment d'infanterie de marine, était repartie le 17 pour la France, ramenant la femme et les enfants du colonel Quilhe qu'il avait laissés à la Martinique ; le transport *Cérès*, venant avec de Cayenne, a fait route en même temps pour la même destination.

A la Guadeloupe comme à la Martinique, on avait encore en sus quinzaine de pluie, ce qui retardait beaucoup la récolte, les routes étaient défoncées, les animaux exténués, et le transport des cannes à moulin de plus en plus difficile. Le taux d'approximation de la denrée en 31 jugé contenir une différence d'environ trois mille

CHRONIQUE LOCALE.

Les fortifications.— Les travaux de fortification vont être repris sous la direction des ingénieurs des Etats Confédérés. Des ouvriers pourront bientôt commencer à nos lecteurs, que la Nouvel